

Directrice d'un laboratoire en Sciences humaines et sociales, je ne vois autour de moi que des collègues soucieux de bien faire leur travail mais ayant de moins en moins les moyens pour ce faire.

Les enseignants-chercheurs sont submergés d'heures complémentaires qu'ils assurent pour permettre à l'Université de continuer à offrir aux étudiants une offre correcte de formation. Mais avec des amphithéâtres à 600 étudiants et des groupes de Travaux Dirigés à 38, ce n'est pas facile. À côté de leurs heures de cours, le plus pénible est sans doute les « responsabilités de diplômés » que chacun se retrouve à exercer. Ils sont de super-intendants qui élaborent des maquettes de formation, cherchent des intervenants extérieurs, et des financements pour assurer leur défraiement. Ils ne peuvent déléguer ce travail administratif car il n'y a pas le personnel suffisant pour cela. Ils ne font plus de recherche, sauf quelques uns qui, grâce à la solidarité des autres assurant leurs cours en leur absence, ont la chance d'obtenir une délégation CNRS ou un congé pour recherche pour un an ou deux.

Les chercheurs s'épuisent à déposer des projets et à justifier l'utilisation des crédits qu'ils ont durement obtenus. À peine le temps de faire l'enquête ou « les manip' », qu'il faut remplir à nouveau un formulaire et annoncer les résultats escomptés avant même d'avoir commencé le travail de recherche. Ils savent que sans ces financements, le laboratoire ne peut pas assurer leurs frais liés aux enquêtes de terrain. Tout juste pouvons-nous prendre en charge le transport, pas les repas et pour les nuitées, il est recommandé d'aller dormir chez des amis ou de la famille. Quelle misère ! Ils sont pourtant de bonnes volontés. Ils n'hésitent pas à fréquenter les congrès internationaux pour exposer leurs travaux. Ils s'intègrent dans des réseaux mais, bien vite, ils ont honte de ne jamais pouvoir rendre les invitations ou de ne pouvoir faire partie des puissances invitantes des différentes manifestations scientifiques auxquelles ils participent. Du coup, les Français disparaissent de cette recherche internationalisée. Et certains collègues s'en vont ailleurs, là où on leur offre non seulement un très bon salaire mais aussi un budget lié à leur chaire.

Les doctorants, eux, sont terrifiés par la contrainte des 3 ans de la durée de la thèse que leur impose leur Ecole doctorale. Certains avaient commencé à apprendre une langue étrangère pour enquêter dans un pays lointain, ils avaient prévu de collecter des données inédites et de produire le matériau à partir duquel ils développeraient leur analyse. Vont-ils devoir se rabattre sur quelques bases de données type enquête d'opinions internationales ou résultats des recensements ? Mais quelle est alors la plus value scientifique de leur thèse ? Ils sont terrifiés par l'injonction à la publication. Ils font des articles, ce qui retarde l'avancement de leur thèse. Ils sont terrifiés par cette course au CV devant comporter toujours plus de lignes avec des expériences d'enseignement, des expériences dans le montage de projets, des expériences dans la conduite d'enquête. Ils font tout cela. Les docteurs arrivent au CNU avec un excellent dossier, parfois supérieur en publications et expériences à celui de leurs évaluateurs. Qualifiés, félicités, ils sont auditionnés dans leur tour de France du concours de maître de conférences et de chargé de recherche CNRS. Très peu seront élus. Que de gâchis et de frustrations ! Et on annonce encore une baisse du nombre de postes mis au concours chercheurs et enseignants-chercheurs !

Les IT et ingénieurs font ce qu'ils peuvent pour permettre aux membres de l'UMR d'organiser des colloques ou de se rendre à des séminaires et congrès. Les gestionnaires savent que leur contribution est indispensable au fonctionnement du laboratoire. Pourtant,

ils sont sur des emplois précaires, de court terme, alors que manifestement, leur mission est pérenne. Comment accepter un financement de la recherche qui se fait toujours plus sur contrats si on n'a personne pour les gérer ?

Et la directrice de labo ? Elle est effrayée par la bureaucratisation croissante de son rôle. Elle savait qu'il y aurait des réunions, du travail administratif, mais elle ne pensait pas à quel point elle aurait à se démultiplier. Pas de secrétaire générale ou même un secrétaire (celle qui est là, depuis 1 an déjà mais pour encore 3 mois seulement, est débordée par les demandes des 60 titulaires chercheurs et enseignants-chercheurs et des 70 doctorants). La directrice fait donc tout toute seule (du compte-rendu de réunions aux lettres d'accompagnement des diverses demandes ou réponses à appels d'offre qu'elle signe, en passant par le suivi administratif des doctorants, l'installation matérielle des nouveaux dans un bâtiment où, paraît-il, il n'y a pas de bureaux de libre). Heureusement, elle a un adjoint qui l'aide. Elle y passe ses soirées, parfois ses nuits. Elle n'est pas la seule. Souvent, tard le soir, elle reçoit des courriels de ses collègues directeurs de labo d'autres UMR sur d'autres sites universitaires. Ils se soutiennent. Ils se disent qu'ils travaillent pour le bien de leur labo et de leurs collègues. Mais finalement, est-ce pour leur bien qu'ils entretiennent ainsi la recherche sur contrats, l'emploi de post-doc toujours plus nombreux sur des projets de 2 ou 3 ans ? ou pire, comme elle l'a vu dans la dernière réponse à appel d'offre qu'elle a signé : la recherche grâce à des « prestations extérieures » ! Comme cela, plus de CDD, de plus en plus courts pour éviter toute titularisation, mais des auto-entrepreneurs qui vont facturer la saisie de données, la conduite d'entretiens sociologiques, leur retranscription, voire leur traitement.

Elle se console en comptant les distinctions obtenus par les membres de son labos (IUF, Chaires, médailles), le nombre de contrats prestigieux que le labo a à gérer (ERC, ANR, INTERREG). Va-t-elle continuer à inciter les collègues à se prêter à cette course au trophée ? Heureusement, la concurrence se fait plutôt avec les collègues hors du laboratoire et pas encore trop en interne, encore que... L'obtention de moyens par les uns rend de plus en plus insupportable le dénuement des autres qui espèrent, très légitimement, que leur tour viendra. Elle voit bien ces tensions, ces crispations qui n'ont rien à voir avec de la « saine émulation scientifique » et qui travaille lentement mais sûrement à la destruction de nos capacités collectives et individuelles de recherche.

Dans deux ans, c'est à nouveau la grand'messe de l'évaluation par l'AERES. L'agence a changé de nom, mais la mission reste la même : les labo sont notés, les collègues infantilisés, il faut se faire beau pour la visite, on répète, on stresse, et... pour quoi ? Pour justifier l'emploi de ceux qui évaluent ? Pour rassurer nos décideurs que les quelques postes de fonctionnaires qui restent dans les labo ne sont pas des sinécures ? que les personnels sont soumis à des objectifs de productivité ? Les collègues sont constamment évalués, lorsqu'ils soumettent un article à une revue, lorsqu'ils demandent une promotion, lorsqu'ils déposent un projet de recherche. Faut-il encore en rajouter ? Il faut supprimer cette agence, qui consomme trop de ressources humaines et financières, et redistribuer ces moyens dans le financement de postes et des crédits de base des laboratoires.